

Service Prévention des Risques Anthropiques  
Pôle Risques Accidentels  
2, Rue Augustin Fresnel  
BP 95058  
57071 METZ CEDEX 3

METZ, le 19 octobre 2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2023

### **Partie nominative**

#### **Strasbourg Centre Energies "Esplanade"**

26 bld du Président Wilson  
67000 Strasbourg

Affaire suivie par : DEMEY Thomas  
Téléphone : 03 87 56 42 45  
Courriel : thomas.demey@developpement-durable.gouv.fr  
Code AIOT : 0006700373

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 17/10/2023 de l'établissement Strasbourg Centre Energies "Esplanade" implanté 5 route du Petit Rhin 67000 Strasbourg. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- DEMEY Thomas, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques accidentels, inspecteur de l'environnement
- FALCOZ Céline, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques accidentels, inspecteur de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

Sébastien MARRE, directeur SCE  
John BOZYCH, responsable exploitation (réseau de chaleur et centrale de production), RCU, mis à disposition de SCE  
Nicolas MATTER, référent réseau chaleur, RCU, en appui technique sur la partie réseau enterré, RCUA

Le courriel d'échange avec l'administration est SMARRE@r-sce.fr.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement,  DEMEY Thomas	Par délégation, L'adjoint au chef du pôle risques accidentels,  DROIT Cyril	Par délégation, L'adjoint au chef du pôle risques accidentels,  DROIT Cyril

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 17/10/2023 de l'établissement Strasbourg Centre Energie "Esplanade" implanté 5 route du Petit Rhin 67000 Strasbourg, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Suivi en service des équipements sous pression - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016 article : R557-14-4 - délai : 7 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 18/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Strasbourg Centre Energie "Esplanade"**

26 bld du Président Wilson  
67000 Strasbourg

Références :  
Code AIOT : 0006700373

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement Strasbourg Centre Energie "Esplanade" implanté 5 route du Petit Rhin 67000 Strasbourg. L'inspection a été annoncée le 11/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite aux documents transmis par l'exploitant.  
Le référentiel de contrôle est le suivant:  
- Code de l'environnement

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Strasbourg Centre Energie "Esplanade"
- 5 route du Petit Rhin 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SCE (Strasbourg Centre Energies) a repris la concession accordée à la société SETE au 1er octobre 2022. Elle exploite la chaufferie de l'Esplanade à Strasbourg. Il s'agit d'une installation alimentée prioritairement au gaz, qui peut brûler du fioul sur une chaudière à raison de moins de 500 h par an.

Le site, initialement autorisé en 1967 et étendu en 2001 est réglementé par un arrêté préfectoral du 27 mars 2019.

SCE déclare être exploitant des appareils à pression du site pendant la durée de son contrat de concession avec l'Eurométropole de Strasbourg.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi en service des équipements sous pression conformément à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et appareils à pression simple

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La fiche de constat disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. La synthèse est la suivante :

**La fiche de constat suivant fait l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi en service des équipements sous pression	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-4	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir de la fiche de constat

La tuyauterie GN2 est maintenue en service bien que l'inspection périodique réalisée par la personne compétente APAVE indique que "les résultats des contrôles et essais réalisés sont NON SATISFAISANTS".

## 2-4) Fiche de constats

**N° 1 : Suivi en service des équipements sous pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> Certains équipements, définis par arrêté ministériel pris dans les conditions prévues à l'article R. 557-14-6, sont soumis à un suivi en service, pouvant comporter des inspections périodiques et des requalifications périodiques, destiné à vérifier régulièrement le maintien de leur niveau de sécurité.  Ce suivi en service est, au choix de l'exploitant : 1° Soit constitué d'une ou de plusieurs des opérations de contrôle mentionnées ci-dessus, dont la nature et la périodicité sont fixées par arrêté ministériel pris dans les conditions prévues à l'article R. 557-14-6, et faisant l'objet dans le cas d'un équipement sous pression nucléaire d'un programme de suivi en service établi par l'exploitant ; [...]  L'exploitant tient compte des résultats des opérations de suivi en service, ainsi que de l'expérience acquise et de l'évolution des connaissances.  Il retire du service dans des délais tenant compte des dangers associés tout équipement dont le niveau de sécurité est non satisfaisant, dont l'aptitude au service n'est pas ou plus assurée dans les conditions d'utilisation prévues, ou pour les équipements sous pression nucléaires s'il ne garantit plus la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1.

**Constats :**

La tuyauterie GN2 a fait l'objet d'une inspection périodique n°230084496 le 30/08/2023 par la personne désignée compétente APAVE.

Cette inspection périodique a conclu d'après son compte-rendu aux éléments suivants :

- vérification extérieure : non satisfaisante
- vérification documentaire : non satisfaisante
- vérification des accessoires de sécurité : non satisfaisante au niveau de l'état des éléments fonctionnels, des conditions d'installation et de la protection contre le dérèglement.

Ces constatations ont conduit la personne compétente a jugé non satisfaisante l'inspection périodique.

Au regard des constats établis lors de l'inspection périodique, le niveau de sécurité de la tuyauterie GN2 est non satisfaisant.

L'inspection de l'environnement a constaté , lors de sa visite du 17/10/2023, que cette tuyauterie est maintenue en service. Or, maintenir cette tuyauterie en service conduit à des dangers (par définition, un danger constitue une menace, un risque pour quelqu'un ou quelque chose), notamment en raison de :

- la dangerosité du fluide (gaz naturel = gaz de groupe 1),
- la dégradation de l'état du fourreau de la tuyauterie,
- l'absence de contrôle de la partie enterrée,
- l'exploitation au-delà de sa pression de service, par conséquent au-delà des limites permises par la fabrication,
- les non-conformités des accessoires de sécurité.

A noter également, que des travaux de démolition sont en cours à proximité immédiate (quelques mètres) de la tuyauterie GN2 ayant pour conséquence une augmentation de la présence de personnel et de machines sur site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 7 jours